



SIPPEREC

Syndicat intercommunal de la Périphérie de Paris
pour l'Électricité et les Réseaux de Communication



A1202587

14/06/2012

Nos Réf. : SIP/ SRD / ELT-12-931
Affaire suivie par : Monsieur Sylvain RAIFAUD - ✉ sraifaud@sipperec.fr ☎ 01.44.74.85.75
Objet : analyse du Sipperec sur le raccordement final des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

Monsieur le Président,

Alors que l'ARCEP analyse les contributions à sa consultation sur les questions juridiques soulevées par le raccordement final des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné, je souhaite porter à votre connaissance l'analyse du Sipperec à ce sujet.

Plus de deux ans après la première réglementation établie par l'ARCEP relative aux modalités d'accès au segment terminal fibre optique et qui faisait suite aux dispositions prises par la Loi de Modernisation de l'Economie de 2008, l'Autorité a posé la question des différents régimes juridiques applicables au raccordement final des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné.

Or, ce segment du raccordement est un élément essentiel de la chaîne de valeur des réseaux fibre à l'abonné. Le retour d'expérience montre que bon nombre de déficits de couverture par les réseaux filaires est imputable à la défaillance des opérateurs sur le raccordement final. Le Sipperec se réjouit donc de voir l'ARCEP traiter cette question.

Au-delà des différentes analyses juridiques auxquelles peut donner lieu la question des raccordements finals, le Sipperec souhaite profiter de cette occasion pour réaffirmer sa position quant aux principes de déploiement du très haut débit en France.

Les objectifs de couverture de 100% du territoire en fibre optique à l'abonné à horizon 2020 ne seront atteints que si les pouvoirs publics mettent en place un dispositif réglementaire permettant de desservir, sans discrimination :

- les zones de basse densité comme les quartiers de haute densité
- les zones pavillonnaires comme les immeubles collectifs.

dans les communes en zones très denses ou moins denses.

En conséquence, le Sipperec ne partage pas la position selon laquelle "les questions relatives au financement et à la propriété du raccordement final d'un pavillon relèvent de la liberté contractuelle" conduisant à faire en sorte que les opérateurs peuvent "proposer des conditions de raccordement variées, prévoyant, ~~notamment la participation financière du propriétaire aux coûts de raccordement final~~".

Selon le Sipperec l'article L.33-6 du CPCE qui prévoit que par dérogation au principe de liberté contractuelle, une convention doit être passée entre le propriétaire (ou syndic) d'immeuble et l'opérateur d'immeuble qui a pour objet d'établir "les conditions d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique" dans le bâtiment, trouvent à s'appliquer y compris pour les zones pavillonnaires et les sites mono-utilisateurs.

A défaut d'une telle analyse, cela signifierait que la couverture très haut débit en France risque de donner lieu à une nouvelle fracture numérique, sans commune mesure avec la précédente relative au haut débit, compte tenu des enjeux et de la place occupée désormais par les usages électroniques dans tous les domaines de la vie quotidienne, privée et professionnelle.

Les modèles de conventions proposés par les opérateurs devront être publics, transparents et non-discriminatoires, et définir clairement les conditions techniques et financières dans lesquelles les logements seront raccordés au réseau. La contribution des collectivités locales ne saurait être appelée dans ce cadre, conformément aux engagements pris par les opérateurs au titre de l'AMII de « raccorder sous 6 mois suivant une demande (d'un propriétaire ou d'un opérateur commercial tiers), tout logement ou local de la commune à un coût abordable pour l'utilisateur final et ne nécessitant pas de financement public. »

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les meilleures.

La Présidente



Catherine PEYGE
Maire de Bobigny